

VILLE DE SAUMUR

Direction de l'Aménagement et du Patrimoine
Service Gestion Patrimoniale

Commission Finances du 26 mars 2019

CONSEIL MUNICIPAL du 05 avril 2019

20ORIENTATION

Délibération ☐

Information ☐

**AERODROME DE SAUMUR – CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AERONAUTIQUE AU PROFIT DE LA SOCIETE
ATELIER LIGERIEN D'ADAPTATION TECHNOLOGIQUE AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE (ALATACC)**

Gestionnaire de l'Aérodrome de Saumur Saint Florent depuis 2013, la Ville de Saumur a été sollicitée par Monsieur DELACROIX représentant la Société Atelier Ligérien d'Adaptation Technologique Au Changement Climatique (ALATACC) qui regroupe plusieurs entreprises locales qui oeuvrent pour l'écologie urbaine (écopaysage, toitures végétalisées, permaculture, constructions écologiques) afin de bénéficier d'emprises situées au sein du périmètre aéronautique.

La société a pour projet de développer une zone d'activité économique, touristique et écologique sur les différents espaces.

L'occupation du site comprendrait :

- 1) la réhabilitation des deux bâtiments dits ex-casernements ALAT situés Chemin de l'Alat et, la construction de hangars supplémentaires avec panneaux photovoltaïques (périmètre bleu),
- 2) la mise à disposition, sous un délai de 24 mois à 36 mois, des deux hangars dits ALAT 1 & 2 et du parking attenant afin d'y construire des hangars supplémentaires (périmètre rose).
- 3) la mise à disposition, pour partie, de la prairie située au nord de la piste (périmètre vert) pour la récolte de foin et l'éco-pâturage,

Au regard de l'investissement porté par la société ALATACC sur une emprise aéronautique publique, il apparaît nécessaire d'encadrer cette occupation par une convention portant Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du Domaine Public Aéronautique, constitutive de droits réels lui permettant de se comporter comme le propriétaire des espaces mis à sa disposition pendant la durée du contrat.

En contrepartie de cette autorisation, qui serait conclue pour une durée de 35 années à compter de la date de signature de la convention portant sur la mise à disposition des espaces du périmètre bleu, la société verserait à la Ville un loyer annuel de 16 400 € TTC payable par avance et révisable chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction.

Puis dans un délai de 24 à 36 mois suivant la signature de la convention initiale, un avenant pourrait être conclu pour la mise à disposition des espaces supplémentaires du périmètre rose. En contrepartie, la société verserait à la Ville un loyer supplémentaire annuel de 5000 € TTC payable par avance et révisable chaque année.

Toutefois, il est précisé que la conclusion de la convention initiale et de l'avenant sont suspendues à l'obtention :

- des autorisations d'urbanisme nécessaires à l'ensemble du projet,
- du financement correspondant.

La Ville considère que le Chemin de l'Alat n'est pas structuré de sorte à supporter le trafic que pourraient engendrer ces futures nouvelles activités, le bénéficiaire aura à sa charge le coût des aménagements et équipements (notamment les voiries d'accès et réseaux) qui deviendraient nécessaires au développement de son activité.

Enfin, la mise à disposition des espaces du périmètre vert fera l'objet d'une convention d'occupation spécifique reprenant les conditions établies avec les précédents bénéficiaires. En effet, en contrepartie de cette occupation et de la récolte du foin, la société aura pour mission générale l'entretien courant d'espaces définis (notamment les abords de piste) selon des périodicités et dates indiquées.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **CONSENTIR** une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du Domaine Public Aéronautique d'une durée de 35 ans au profit de la société ALATACC à compter de la date de signature de la convention, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 16 400 € TTC, révisable annuellement en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction.
- **PRECISER** d'une part, que l'A.O.T ne sera signée qu'après réalisation des conditions suspensives liées à la délivrance des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet, purgées des délais de recours ; et d'autre part, à l'obtention du financement correspondant,
- **PRECISER** qu'un état des lieux par constat d'huissier sera réalisé sur le Chemin de l'Alat et annexé à la convention ; et que tous les travaux rendus nécessaires par le développement de cette zone de projet seront portés par le bénéficiaire,
- **CONCLURE**, dans un délai de 24 à 36 mois à compter de la signature de la convention initiale, un avenant permettant la mise à disposition d'espaces supplémentaires, moyennant le versement d'une redevance annuelle supplémentaire de 5 000 € TTC révisable dans les mêmes conditions et dont le terme ne pourra excéder celui de l'A.O.T initiale,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention à intervenir et toute pièce afférente au dossier et à son évolution.

La Directrice,

L'Adjoint Délégué,

Signé

Signé

Betty PAUL-MOREAU

Olivier BRAEMS